

PARTI NUL

**ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 2025**

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux administrateurs de
PARTI NUL

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers du PARTI NUL (l'« organisme »), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2025, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion avec réserve

Comme nombres d'organismes sans but lucratif, l'organisme tire des produits de contributions dont il n'est pas possible d'auditer l'intégralité de façon satisfaisante. Par conséquent, notre audit de ces produits s'est limité aux montants inscrits dans les comptes de l'entité et nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants des produits des contributions, de l'excédent des produits sur les charges et des flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement pour les exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024, de l'actif à court terme aux 31 décembre 2025 et 2024, et de l'actif net aux 1er janvier et aux 31 décembre 2025 et 2024. Nous avons exprimé par conséquent, une opinion d'audit avec réserve sur les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2025, en raison des incidences possibles de cette limitation de l'étendue des travaux.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'organisme.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

1

Original signé

Québec

Le 24 avril 2026

¹ Par Marie-Claude Gervais, CPA auditrice

Groupe RDL Québec SENCRL est une entité juridique distincte et indépendante qui n'est pas associée ni mandataire des autres entités membres du Groupe RDL.



PARTI NUL**Résultats****Pour l'exercice clos le 31 décembre****2025****2024****PRODUITS**

Allocation du DGE	3 193 \$	3 129 \$
Contributions	20	-
Remboursement des honoraires d'audit	1 265	1 136
Revenus d'appariement	50	-
	4 528	4 265

CHARGES

Fournitures de bureau	-	19
Intérêts et frais bancaires	73	76
Publicité et promotion	238	99
Services professionnels	4 135	3 869
	4 446	4 063

EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES**82 \$****202 \$**

PARTI NUL**Évolution de l'actif net****Pour l'exercice clos le 31 décembre**

	2025	2024
SOLDE AU DÉBUT	113 908 \$	113 706 \$
Excédent des produits sur les charges	82	202
SOLDE À LA FIN	113 990 \$	113 908 \$

PARTI NUL**Bilan****Au 31 décembre****2025****2024****ACTIF****ACTIF À COURT TERME**

Trésorerie	113 766 \$	112 773 \$
Remboursement des honoraires d'audit à recevoir	1 265	1 135
Frais payés d'avance	490	-

115 521 \$ **113 908 \$**

PASSIF**PASSIF À COURT TERME**

Comptes fournisseurs	1 531 \$	- \$
----------------------	-----------------	------

ACTIF NET**ACTIF NET NON AFFECTÉ****113 990** **113 908**

115 521 \$ **113 908 \$**

Pour le conseil d'administration :

Original signé

_____, administrateur

PARTI NUL**Flux de trésorerie****Pour l'exercice clos le 31 décembre****2025****2024****ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT**

Excédent des produits sur les charges	82 \$	202 \$
Variation nette des éléments hors trésorerie liés au fonctionnement :		
Remboursement des honoraires d'audit à recevoir	(130)	(1 135)
Frais payés d'avance	(490)	-
Comptes fournisseurs	1 531	(1 529)
	911	(2 664)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE	993	(2 462)
TRÉSORERIE AU DÉBUT	112 773	115 235
TRÉSORERIE À LA FIN	113 766 \$	112 773 \$

1. IDENTIFICATION ET SECTEUR D'ACTIVITÉ

Le Parti Nul est un parti politique autorisé le 9 avril 2009 par le Directeur général des élections du Québec en vertu du titre III de la Loi électorale du Québec.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

L'organisme applique les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Instruments financiers

Évaluation initiale

L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers créés ou échangés dans des opérations conclues dans des conditions de pleine concurrence à leur juste valeur. Les actifs financiers et passifs financiers qui ont été créés ou échangés dans des opérations entre apparentés, sauf pour les parties qui n'ont pas d'autre relation avec l'organisme qu'en leur qualité de membres de la direction, sont initialement évalués au coût.

Évaluation ultérieure

L'organisme évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût ou au coût après amortissement.

Constatation des produits

Les produits découlant des allocations, contributions remboursements et revenus d'appariement sont comptabilisés sur une base d'exercice.

3. DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

100 % du chiffre d'affaires de l'entité est conclu avec le Directeur Général des Élections.

NOM DU PARTI

CADRE DE RÉFÉRENCE RELATIF AUX SOURCES DE FINANCEMENT ET À L'UTILISATION DU FINANCEMENT

Loi électorale (RLRQ, chapitre E-3.3), article 113, bulletin B-1

Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2025

SOURCES DE FINANCEMENT						
Entités autorisées		Parti (audité)		Total \$	Pourcentage excluant les transferts entre entités autorisées	N° de ligne au cadre de référence
Financement du directeur général des élections	Référence à la Loi électorale	Annuel \$	Électoral \$			
Allocations	Section I, ch. II Art. 82, et 82.1	3 193,76	-	3 193,76	70,5%	1S
Revenus d'appariement		Art. 82.2	50,00	-	50,00	1,1%
Remboursement des frais d'audit	Section IV, chap. II, Art. 112	1 264,73		1 264,73	27,9%	
Remboursement des dépenses électorales	Tableau I		-	-	0,0%	
Montant total du financement du directeur général des élections		4 508,49	-	4 508,49	99,6%	
Revenus autonomes	Tableau I	20,00		20,00	0,4%	
Transferts des entités autorisées		-		-		
Montant total du financement du parti		4 528,49	-	4 528,49	100%	
Financement total		4 528,49				

UTILISATION DU FINANCEMENT						
Dépenses		Parti (audité)		Total pour les entités autorisées \$	Pourcentage excluant les transferts entre entités autorisées	
		Annuelles \$	Électorales \$			
Administration courante	Tableau II	4 446,28		4 446,28	98,2%	
Confection et diffusion de la publicité		-		-	0,0%	
Recherche, collecte et analyse de données		-		-	0,0%	
Coordination de l'action politique		-		-	0,0%	
Transferts aux entités autorisées		-		-		
Dépenses ayant trait aux élections				-	-	0,0%
Autres dépenses		-		-	0,0%	
Total des dépenses du parti		4 446,28	-	4 446,28	98,2%	
Dépenses totales		4 446,28				
Excédent (insuffisance) du financement sur les dépenses		82,21		82,21		
Annuel(le) : 82,21 \$ Électoral(e) : - \$						
Variation du financement en fonction des postes du bilan						
Augmentation (diminution) de la trésorerie	Tableau III	994,86		994,86 \$	22,0%	
Augmentation (diminution) des éléments du fonds de roulement à l'exception de la trésorerie		(912,65)		(912,65) \$	-20,2%	
Acquisition (disposition) des actifs à long terme				- \$	0,0%	
Diminution (augmentation) des emprunts à long terme				- \$	0,0%	
Financement total utilisé		4 528,49		4 528,49 \$	100%	

Déclaration de la représentante officielle ou du représentant officiel

Je déclare que tous les renseignements contenus dans ce rapport sont vrais, exacts et complets.

2026/04/25

Date

Original signé

Signature

NOM DU PARTI

Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2025

TABLEAU I : REVENUS			
	Parti audité (exercice courant)		Parti audité (exercice précédent)
	\$		\$
REMBOURSEMENT DES DÉPENSES ÉLECTORALES			
<i>Avances et remboursements du directeur général des élections</i>	-		-
<i>Moins : remboursement d'avances excédentaires</i>	-		-
Total du remboursement des dépenses électorales	-		-
REVENUS AUTONOMES			
<i>Contributions</i>	20.00		-
<i>Adhésion (cartes de membres)</i>	-		-
<i>Revenus d'activités de financement (revenu de compensation)</i>	-		-
<i>Revenus d'activités politiques</i>	-		-
<i>Revenus accessoires</i>	-		-
<i>Remboursement de TPS et de TVQ</i>	-		-
<i>Intérêts gagnés</i>	-		-
<i>Autres revenus (préciser)</i>	-		-
<i>Autres revenus (préciser)</i>	-		-
Total des revenus autonomes	20.00		-
TRANSFERTS DES INSTANCES AU PARTI			
<i>Cession du remboursement des dépenses électorales</i>	-		-
<i>Autres revenus de transferts</i>	-		-
Total des transferts	-		-

TABLEAU II : DÉPENSES			
	Parti audité (exercice courant)	Parti audité Dépenses préélectorales (exercice courant)	Parti audité (exercice précédent)
	\$	\$	\$
ADMINISTRATION COURANTE			
Salaires et charges sociales			
<i>Direction générale et personnel d'encadrement</i>	-		-
<i>Recrutement de membres et financement</i>	-		-
<i>Personnel administratif et informatique</i>	-		-
<i>Charges sociales</i>	-		-
Total partiel	-		-
Honoraires et autres rémunérations			
<i>Administration</i>	1 530.00		1 530.00
<i>Audit</i>	2 605.33		2 338.88
<i>Juridiques</i>	-		-
<i>Autres (préciser)</i>	-		-
Total partiel	4 135.33		3 868.88
Locaux et frais afférents			
<i>Loyer</i>	-		-
<i>Taxes foncières et assurances</i>	-		-
<i>Entretien et réparations</i>	-		-
<i>Chauffage et électricité</i>	-		-
<i>Amortissement des bâtiments et améliorations locatives</i>	-		-
<i>Perte sur la disposition d'immobilisation</i>	-		-
Total partiel	-		-
Fonctionnement			
<i>Télécommunications</i>	238.30		98.67
<i>Secrétariat et frais de bureau</i>	-		-
<i>Location et entretien du matériel</i>	-		-
<i>Frais de déplacement et de représentation</i>	-		18.57
<i>Amortissement du mobilier et du matériel</i>	-		-
<i>Amortissement des logiciels et des sites Web</i>	-		-
Total partiel	238.30		117.24
Frais financiers			
<i>Intérêts sur emprunts</i>	-		-
<i>Frais de service et d'administration</i>	72.65		76.40
Total partiel	72.65		76.40
<i>Autres (préciser)</i>	-		-
Total pour l'administration courante	4 446.28		4 062.52

TABLEAU II : DÉPENSES (suite)

	Parti audité (exercice courant)	Parti audité Dépenses préélectorales (exercice courant)	Parti audité (exercice précédent)	
	\$	\$	\$	
CONFECTION ET DIFFUSION DE LA PUBLICITÉ				
<i>Publicité : journaux et périodiques</i>	-	-	-	800P
<i>Publicité : télévision</i>	-	-	-	805P
<i>Publicité : radio</i>	-	-	-	810P
<i>Publicité : médias sociaux et Internet</i>	-	-	-	815P
<i>Publicité : objets, écrits ou matériel publicitaire</i>	-	-	-	820P
<i>Diffusion d'un programme politique</i>	-	-	-	825P
<i>Salaires, charges sociales et honoraires professionnels</i>	-	-	-	830P
<i>Matériel promotionnel</i>	-	-	-	835P
<i>Relations publiques</i>	-	-	-	840P
<i>Autres (préciser)</i>	-	-	-	845P
Total pour la confection et la diffusion de la publicité	-	-	-	
RECHERCHE, COLLECTE ET ANALYSE DE DONNÉES				
<i>Sondages et études</i>	-	-	-	860P
<i>Constitution de banques données, modélisation et optimisation des moteurs de recherche</i>	-	-	-	865P
<i>Développement et acquisition de logiciels et sites Web</i>	-	-	-	870P
<i>Services d'appel aux électeur(-trice)s</i>	-	-	-	875P
<i>Autres (préciser)</i>	-	-	-	880P
Total pour la recherche, la collecte et l'analyse de données	-	-	-	
COORDINATION DE L'ACTION POLITIQUE				
<i>Rémunération : salaires, honoraires et charges sociales</i>	-		-	
<i>Activités de financement</i>	-		-	
<i>Activités politiques</i>	-		-	
<i>Frais de participation : réunions statutaires, congrès, comités (repas, transport, etc.)</i>	-		-	
<i>Autres (préciser)</i>	-		-	
Total partiel	-		-	
<i>Dépenses liées à la campagne à la direction</i>	-		-	
<i>Moins : remboursement des dépenses de campagne (article 88, 9°)</i>	-		-	
Total partiel	-		-	
Total pour la coordination de l'action politique	-		-	
TRANSFERTS DU PARTI AUX INSTANCES				
<i>Cession de la réclamation du remboursement des dépenses électorales</i>	-		-	
<i>Autres dépenses de transferts</i>	-		-	
Total des transferts aux entités autorisées	-		-	
DÉPENSES AYANT TRAIT AUX ÉLECTIONS				
<i>Transferts aux agent(e)s officiel(le)s</i>	-		-	
<i>Dépenses postélectorales</i>	-		-	
<i>Dépenses électorales attribuables aux agent(e)s officiel(le)s</i>	-		-	
<i>Moins : dépenses remboursées par les entreprises médiatiques</i>	-		-	
<i>dépenses électorales remboursées par les agent(e)s officiel(le)s</i>	-		-	
<i>fermeture du fonds électoral</i>	-		-	
<i>Autres (préciser)</i>	-		-	
Total des dépenses ayant trait aux élections	-		-	
AUTRES DÉPENSES				
<i>Contributions non conformes d'un exercice précédent</i>	-		-	
<i>Amendes et pénalités</i>	-		-	
<i>Dons, cadeaux, soirées hommages, etc.</i>	-		-	
<i>Autres (préciser)</i>	-		-	
Total des autres dépenses	-		-	
Total des dépenses du parti	4 446,28		4 062,52	

N° de ligne au cadre de référence pour dépenses préélectorales

TABLEAU III : ÉTAT DE LA TRÉSORERIE			
	Parti audité (exercice courant)		Parti audité (exercice précédent)
	\$		\$
Encaisse (découvert d'encaisse)	113 765,80		112 770,94
Petite caisse			
Placements encaissables sur demande			
Marge(s) de crédit bancaire			
Total de la trésorerie	113 765,80		112 770,94
Variation de la trésorerie			994,86

**Annexe 1 - Établissement
financier où sont déposées les
sommes recueillies**

Caisse d'Économie Solidaire Desjardins
155, boulevard Charest Est, bureau 500
Québec (Québec) G1K 3G6

Numéro de compte :

Déclarations pour le rapport financier d'un parti autorisé

Signature et déclaration du représentant officiel ou de la représentante officielle

Je, _____ **Cindy** _____ **Rousseau** _____,
Prénom Nom

représentant(e) officiel(le) du parti politique autorisé _____ **Parti Nul** _____,
Nom du parti politique autorisé

déclare ce qui suit :

1. La sollicitation de contributions n'a été faite que sous ma responsabilité ou par l'entremise des personnes que j'ai désignées par écrit conformément à la *Loi électorale*.
2. Toutes les contributions recueillies ont été versées par des électeurs en conformité avec les dispositions de la section II du chapitre II de la *Loi*.
3. Tous les comptes bancaires ouverts au bénéfice du parti sont inscrits au présent rapport.
4. Toutes les sommes recueillies pour le parti ont été déposées à même le ou les comptes bancaires ouverts au bénéfice du parti et sont conformes à la *Loi*.
5. Si applicable, toutes les sommes reçues du directeur général des élections ont été déposées à même le ou les comptes bancaires ouverts au bénéfice du parti.
6. Je confirme que l'allocation a servi à payer les dépenses se rapportant notamment à l'administration courante du parti, à la diffusion du programme politique, à la coordination de l'action politique des membres ou des sympathisants et aux dépenses électorales. L'allocation a également servi à rembourser le capital des emprunts (art. 83).
7. Les prêts obtenus et les cautions signées relativement à ceux-ci sont conformes à la *Loi*. Notamment, lorsque ces prêts proviennent d'un électeur, ils ont été versés à l'aide d'un chèque personnel de celui-ci, volontairement, sans compensation ni contrepartie, et ils ne feront pas l'objet d'un quelconque remboursement autrement que ce qui est prévu à l'acte d'emprunt.
8. Toutes les dépenses que j'ai faites ou autorisées, ainsi que celles du ou des délégués, le cas échéant, à l'exception des dépenses électorales, sont inscrites au rapport financier et ont été engagées conformément aux exigences de la *Loi*.
9. Toutes les sorties de fonds ont été acquittées à même le ou les comptes bancaires inscrits au présent rapport financier, à l'exception des dépenses électorales.
10. Aucune dépense n'a été acquittée en argent comptant, à l'exception de celles provenant d'une petite caisse constituée à même le fonds du parti, sous la responsabilité de la représentante officielle ou du représentant officiel.
11. Toutes les dépenses ont été engagées au prix courant du marché. De plus, un reçu de contribution a été remis pour tout bien ou service fourni gratuitement par un électeur, à l'exception du travail bénévole.
12. Les personnes ayant effectué du travail bénévole au sens de l'article 88 (1) au cours de la période l'ont fait personnellement et volontairement, et le fruit de ce travail a été fait sans compensation ni contrepartie.
13. Les renseignements contenus dans le présent rapport ainsi que ses annexes sont vrais, exacts et complets.

_____ **Original signé** _____ le **2026/04/25** _____
Signature de la représentante officielle ou du représentant officiel Date

Signature et déclaration de la ou du chef de parti

Je, Renaud Blais,
Prénom Nom

chef du parti politique autorisé Parti Nul,
Nom du parti politique autorisé

déclare ce qui suit :

1. J'ai pris connaissance des règles liées au financement.
2. J'ai rappelé aux personnes autorisées à solliciter des contributions leur obligation de respecter les règles liées au financement.
3. J'ai pris connaissance des pratiques de sollicitation de mon parti et je juge qu'elles sont conformes à la *Loi*.
4. J'ai transmis à la représentante officielle ou au représentant officiel toute l'information financière lui permettant de dresser ce rapport.
5. J'ai pris connaissance du rapport et j'ai obtenu tous les éclaircissements requis sur son contenu.
6. Je prends acte de la déclaration de la représentante officielle ou du représentant officiel.
7. Je confirme qu'à ma connaissance, la représentante officielle ou le représentant officiel a réalisé son mandat conformément à la *Loi*.

Original signé
Signature de la ou du chef du parti

_____ le 2026-04-25
Date